

INSEREZ NOM DU PROJET/ETUDE

**ANALYSE D’IMPACT RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNÉES**

# REVUE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Nom** | **Date** |
| **Relecture réalisée par :** | Référent RGPD Recherche (DRV) | N/A |
| **Validation réalisée par :** | Délégué à la Protection des Données (DPO) | N/A |
| **Prochaine révision prévue :**  | N/A |

Une analyse d’impact est un processus dynamique et le formulaire doit être mis à jour si les circonstances changent.

Exemplaire du PIA version 1.3 du 09/05/2022

# INTRODUCTION

## Pourquoi compléter ce document est indispensable ?

S’il vous a été demandé de compléter ce document, cela veut dire qu’un traitement de données à caractère personnel pouvant se révéler sensible au sein de votre étude a été identifié. Conformément à la législation sur la protection des données (RGPD et Loi Informatique et Libertés, modifiée), une analyse d’impact sur la vie privée doit être menée.

C’est pourquoi ce document a été mis à votre disposition, afin de répondre à cette obligation légale. Compte-tenu du traitement de données à caractère personnel effectué, et de votre connaissance du dossier en cours d’instruction, nous vous proposons ce document d’aide à la réalisation de cette analyse.

Il vous est simplement demandé de cocher certaines cases et de remplir les champs de commentaires libres (marqués par un « xxx ») lorsque nous avons besoin d’informations plus précises.

Si vous voyez certaines cases avec un fond gris et/ou la mention « *champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles* », veuillez ne pas remplir la case.

**Nous avons pleinement conscience de la charge associée, c’est pourquoi en cas d’incompréhension sur certaines des notions ou plus généralement si vous éprouvez des difficultés à remplir ce document, veuillez contacter la Direction de la Recherche et de la Valorisation** aux coordonnées suivantes :

* Adresse de messagerie électronique : rgpd-recherche@u-bordeaux.fr
* Téléphone : 05.40.00.22.03.

*Si vous avez des remarques à faire à propos de la qualité de ce document ou si vous souhaitez nous témoigner votre ressenti sur la réalisation de cette analyse, c’est avec plaisir que nous vous écouterons. Notre but est de vous aider dans vos démarches.*

## Présentation de l’AIPD

Les Analyses d’Impact sur la Protection des Données (AIPD) servent à garantir que l'université de Bordeaux soit conforme avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 de l'Union européenne impose la réalisation d’analyse d’impact sur la confidentialité des données lorsqu'il existe une possibilité d’atteinte au droit à la vie privée des personnes.

|  |
| --- |
| **Article 35 du RGPD - Analyse d'impact relative à la protection des données :***« Lorsqu'un type de traitement, en particulier par le recours à de nouvelles technologies, et compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement effectue, avant le traitement, une analyse de l'impact des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel. Une seule et même analyse peut porter sur un ensemble d'opérations de traitement similaires qui présentent des risques élevés similaires*. » |

Les projets qui impliquent des données à caractère personnel ou des technologies intrusives suscitent des questions et des préoccupations en matière de confidentialité. La vie privée englobe la « confidentialité » et le « consentement du participant » et, en tant que principe fondamental, il est préconisé par le RGPD que le respect de la vie privée et la dignité du participant soit pris en compte dès le début de tout projet, qui englobe la confidentialité et le consentement du participant.

Pour permettre à l’université de répondre aux préoccupations et aux risques en matière de protection de la vie privée, une **AIPD** (ou **PIA** pour *Privacy Impact Assessment*), telle que préconisée par la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL), doit être réalisée.

L’AIPD, permet trois choses :

* Qualifier le traitement de données réalisé ;
* Identifier les risques sur la vie privée des personnes concernées, c’est-à-dire les personnes faisant l’objet du traitement ;
* Mettre en place des contre-mesures afin de réduire au maximum les risques identifiés et ainsi protéger autant que possible les personnes concernées.

Le responsable de la mise en œuvre du traitement, c’est-à-dire la personne réalisant le traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l’étude, le plus souvent le responsable du projet, est sollicité afin de compléter de la manière la plus exhaustive possible l’AIPD afin de répondre à cette obligation légale. **Il peut compter sur le *référent RGPD-Recherche* de l’université.**

Une fois que le responsable de la mise en œuvre du traitement a terminé sa rédaction de l’AIPD, le Référent RGPD-Recherche la relit et la complète/corrige si nécessaire.

Une fois cette revue terminée, l’AIPD est envoyée au DPO de l’université de Bordeaux pour validation et inscription au registre des traitements.

Une AIPD révèle les failles et aspects sensibles d’un projet et du système d’information qu’il utilise. Ce document fait donc l’objet d’une diffusion restreinte pour des raisons sécuritaires.

## Présentation du traitement

|  |  |
| --- | --- |
| **Responsable(s) de traitement[[1]](#footnote-1)** | * université de Bordeaux ;
* xxx
 |
| **Chef de projet** | xxx |
| **Laboratoire** | xxx |
| **Equipe/Direction** | xxx |
| **Responsable de la mise en œuvre du projet** | xxx |
| **Téléphone** | xxx |
| **Email** | xxx |
| **Date de démarrage proposée/effective** | MM 20xx |
| **Sous-traitant** | xxx |

## Documentation fournie

Dans le cadre de la réalisation de l’étude, des documents tels qu’une notice d’information ou une fiche de consentement sont amenés à être distribués aux personnes concernées afin de les informer sur les modalités du traitement.

Si un *Data Management Plan* (DMP) a été réalisé dans le cadre de l’étude, il convient de le joindre à l’AIPD.

Les porteurs de projet ont la liberté de joindre à l’AIPD tout document qu’ils jugeront pertinent pour renseigner toutes les modalités traitement réalisé, la sécurité mise en place ou sur tout autre élément en lien avec le traitement des données à caractère personnel.

Ces documents seront ajoutés dans la partie « ANNEXES » de l’analyse.

# TABLE DES MATIERES

[REVUE 2](#_Toc80978720)

[INTRODUCTION 3](#_Toc80978721)

[Pourquoi compléter ce document est indispensable ? 3](#_Toc80978722)

[Présentation de l’AIPD 4](#_Toc80978723)

[Présentation du traitement : 5](#_Toc80978724)

[Documentation fournie : 5](#_Toc80978725)

[TABLE DES MATIERES 6](#_Toc80978726)

[1. ANALYSE D’IMPACT 8](#_Toc80978727)

[1.1. Confirmation de la nécessité de faire l’AIPD 8](#_Toc80978728)

[1.1.1. Description du projet et finalités poursuivies 8](#_Toc80978729)

[1.1.2. Analyse des critères susceptibles d’entraîner un risque sur la vie privée 9](#_Toc80978730)

[1.2. Données requises 11](#_Toc80978731)

[1.3. Actifs supportant le traitement de données à caractère personnel 17](#_Toc80978732)

[1.4. Nécessité et proportionnalité du traitement des données 18](#_Toc80978733)

[1.4.1. Base légale 18](#_Toc80978734)

[1.4.2. Respect des principes relatifs au traitement des données à caractère personnel (Article 5 du RGPD) 19](#_Toc80978735)

[1.4.3. Exactitude et conservation des données 21](#_Toc80978736)

[1.4.4. Transparence 22](#_Toc80978737)

[1.4.5. Droits des personnes concernées 23](#_Toc80978738)

[1.5. Stockage des données et système de sécurité 25](#_Toc80978739)

[1.6. Transfert de données entre l’université de Bordeaux et une organisation tierce 27](#_Toc80978740)

[1.7. Analyse des risques 29](#_Toc80978741)

[Notice explicative de la cotation 29](#_Toc80978742)

[Matrice des risques 30](#_Toc80978743)

[2. INDEX 31](#_Toc80978744)

[3. PLAN D’ACTION 34](#_Toc80978745)

[4. COMMENTAIRES 35](#_Toc80978746)

[5. ANNEXES 36](#_Toc80978747)

# ANALYSE D’IMPACT

## Confirmation de la nécessité de faire l’AIPD

### Description du projet et finalités poursuivies

|  |
| --- |
| **Quel est l’objectif du projet proposé, comment s’inscrit-il dans la continuité de votre recherche et comment sera-t-il réalisé ?** |
| xxx |

|  |
| --- |
| **Quelles sont les finalités et sous-finalités des données personnelles utilisées dans le cadre du projet ?***N’hésitez pas à rajouter des lignes si nécessaires* |
| 1 | xxx |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |

|  |
| --- |
| **Quelle qualification a été attribuée à votre recherche ?** |
| **RIPH 1[[2]](#footnote-2)** |[ ]  **RIPH 2[[3]](#footnote-3)** |[ ]
| **RIPH 3[[4]](#footnote-4)** |[ ]  **RNIPH[[5]](#footnote-5)** |[ ]
| **Qui est le promoteur de la recherche ?***Si votre recherche est une RNIPH, vous pouvez ignorer cette question* |
| xxx |
| **Si des données de santé sont traitées dans le cadre de votre recherche, est-ce que le traitement est couvert par une méthodologie de référence[[6]](#footnote-6) de la CNIL ?***Vous pouvez ignorer cette question si votre étude est une RNIPH et que vous ne traitez aucune donnée de santé* |
| **Oui – MR-001** |[ ]  **Non – Autorisation CNIL** | [ ]  |
| **Oui – MR-003** |[ ]   |  |
| **Oui – MR-004** |[ ]  *Veuillez expliquer la raison du recours à une autorisation* | xxx |
| **N/A***Vous pouvez passer à la partie suivante* |[ ]   |  |

|  |
| --- |
| **Est-ce que votre recherche va vous amener à utiliser des données issues du SNDS[[7]](#footnote-7) ?***Si vous répondez « NON », vous pouvez passer à la partie suivante* |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]
|  |  | *Vous pouvez passer à la partie suivante* |  |
| **Si OUI, est-ce que vous allez passer par un intermédiaire ?** |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]
| *Veuillez renseigner le nom de l’organisme intermédiaire* | xxx |
| **Est-ce qu’une autorisation CNIL a-t-elle déjà été obtenue pour l’utilisation de ces données pour cette recherche ?** |
| **OUI – par l’Université de Bordeaux** |[ ]  **NON** |[ ]
| **OUI – par un partenaire** |[ ]  *Veuillez expliquer pourquoi* | xxx |

### Analyse des critères susceptibles d’entraîner un risque sur la vie privée

|  |
| --- |
| **Critères objectifs de l’AIPD** |
| **N°** | **Critère** | **Est-ce que ce critère est présent dans l’étude ?** | **Commentaire(s) libre(s)** |
| 1 | Évaluation ou notation des personnes concernées | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 2 | Prise de décision automatisée ayant un effet juridique ou un effet significatif similaire sur les personnes concernées*(ex : ParcourSup)* | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 3 | Suivi systématique | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 4 | Données sensibles ou à caractère très personnel (*ex : données de santé, orientation sexuelle, opinions politiques, données bancaires, etc*.) | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 5 | Données traitées à grande échelle | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 6 | Combinaison d'ensembles de données | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 7 | Données concernant des personnes vulnérables*(ex : patients, mineurs, personnes sous tutelle/curatelle…)* | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 8 | Utilisation innovante ou application de nouvelles solutions technologiques ou organisationnelles *(ex : Intelligence Artificielle, etc.)* | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 9 | Le traitement en lui-même "empêche les personnes concernées d'exercer un droit ou d'utiliser un service ou un contrat"*(ex : scoring bancaire pour l’octroi d’un prêt, demande de logement social, bénéfice d’une assurance, etc.)* | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |

|  |
| --- |
| **Critères complémentaires** |
| **N°** | **Critère** | **Est-ce que ce critère est présent dans l’étude ?** | **Commentaire(s) libre(s)** |
| 1 | Le traitement n'est pas susceptible d'entraîner un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 2 | La nature, la portée, le contexte et la finalité du traitement sont très similaires au traitement pour lequel une autre AIPD a été effectuée | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 3 | Le traitement a une base juridique dans le droit d'un État membre impliqué dans le traitement, qui a également établi qu'une AIPD ne doit pas être effectué | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |
| 4 | Le traitement figure sur la liste facultative établie par l'autorité de contrôle des traitements pour lesquels aucun AIPD n'est requis (article 35, paragraphe 5, point 20). | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  | xxx |

|  |
| --- |
| **Critères pour qualifier le traitement comme étant à grande échelle** |
| **N°** | **Critère** | **Est-ce que ce critère est présent dans l’étude** | **Commentaire(s) libre(s)** |
| 1 | Est-ce que le traitement va couvrir une zone géographique étendue ? | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  |  |
| 2 | Est-ce qu’une quantité importante de données va être traitée ? | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  |  |
| 3 | Est-ce que le traitement va durer longtemps ? | **OUI**[ ]  | **NON**[ ]  |  |

## Données requises

|  |
| --- |
| **Quels types de données personnelles vont être traitées ?***Veuillez cocher si vous traitez une catégorie en particulier, ainsi que les types de données concernées.**Fournissez les détails de chaque type de données utilisé (nom, la date de naissance, le sexe, l'adresse électronique, etc), et la justification de chacun.* |
| **Catégorie de données** | **Types de données** | **Justification** |
| **Identité** | **Nom** |[ ]  xxx |
| **NON** [ ]  | **Prénom** |[ ]  xxx |
|  | **Date de naissance** |[ ]  Xxx |
|  | **Lieu de naissance** |[ ]  Xxx |
|  | **Âge** |[ ]  Xxx |
|  | **Sexe** |[ ]  Xxx |
|  | **Nationalité** |[ ]  Xxx |
|  | **Adresse** |[ ]  Xxx |
|  | **Signature (manuscrite et/ou électronique)** |[ ]  Xxx |
|  | **Papier d’identité** |[ ]  Xxx |
|  | **Numéro d’identification (prévu au sein du protocole de recherche)** |[ ]  Xxx |
| **Coordonnées de contact** | Adresse postale |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Mail professionnel |[ ]  Xxx |
|  | Mail personnel |[ ]  Xxx |
|  | Téléphone |[ ]  Xxx |
| **Données sur les habitudes de vie** | Statut marital |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Lieu de vie |[ ]  Xxx |
|  | Régime matrimonial |[ ]  Xxx |
|  | Type de logement |[ ]  Xxx |
|  | Activités de loisirs |[ ]  Xxx |
|  | Service national |[ ]  Xxx |
|  | Données sur les membres du foyer |[ ]  xxx |
|  | Activités bénévoles |[ ]  Xxx |
|  | Adhésion à une organisation caritative |[ ]  Xxx |
| **Données sur la vie professionnelle** | Numéro d’identification |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | CV |[ ]  Xxx |
|  | Formation universitaire |[ ]  Xxx |
|  | Formation professionnelle |[ ]  Xxx |
|  | Récompense |[ ]  Xxx |
|  | Contrat de travail |[ ]  xxx |
|  | Bulletin de salaire |[ ]  Xxx |
|  | Absences |[ ]  Xxx |
|  | Notation |[ ]  xxx |
|  | Appréciations |[ ]  Xxx |
| **Reconnaissance faciale***(PRÉCISION : on parle ici de reconnaissance humaine, pas via un processus automatique)* | Images |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Vidéo |[ ]  Xxx |
|  | Vidéo protection |[ ]  xxx |
| **Données de santé** | Maladie |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Antécédents familiaux |[ ]  Xxx |
|  | Données relatives aux soins |[ ]  Xxx |
|  | Situation de comportement à risque |[ ]  Xxx |
|  | Echantillons biologiques |[ ]  Xxx |
| **Données génétiques** | ADN |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Origine raciale |[ ]  Xxx |
|  | Origine ethnique |[ ]  Xxx |
| **Données sur la sexualité** | Vie sexuelle |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Orientation sexuelle |[ ]  Xxx |
| **Données biométriques pour l’identification des personnes** | Images permettant la reconnaissance faciale |  | Xxx |
| **NON** [ ]  | Empreintes digitales |[ ]  Xxx |
|  | Données relatives aux empreintes digitales *(pas les empreintes en elles-mêmes)* |[ ]  Xxx |
|  | Contour de la main |[ ]  Xxx |
|  | Réseau veineux |[ ]  Xxx |
|  | Iris de l’œil |[ ]  Xxx |
|  | Reconnaissance faciale |[ ]  Xxx |
|  | Reconnaissance vocale |[ ]  Xxx |
| **Données relatives aux convictions personnelles** | Appartenance à un parti politique |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Participation syndicale |[ ]  Xxx |
|  | Confessions religieuses |[ ]  Xxx |
|  | Régime alimentaire particulier |[ ]  Xxx |
| **Données relatives aux personnes en difficulté sociale** | Chômage |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Surendettement |[ ]  xxx |
|  | Qualité de migrant |[ ]  Xxx |
|  | Difficulté d’intégration |[ ]  Xxx |
|  | Famille monoparentale cellulaire |[ ]  Xxx |
| **Données relatives au casier judiciaire** | Infractions |[ ]  Xxx |
| **NON** [ ]  | Peines |[ ]  Xxx |
|  | Restrictions de libertés |[ ]  Xxx |
|  | Casier judiciaire |[ ]  xxx |

|  |
| --- |
| **Comment les données vont être utilisées ?** *Par exemple, quelles méthodes de traitement statistiques vont être utilisés ?* |
| xxx |

|  |
| --- |
| **Est-ce que le fichier[[8]](#footnote-8) de données qui va être constitué dépend-t-il d’une base de données déjà existante ?**  – *Par exemple, ajouter de nouveaux champs de données à une enquête existante collectant des données sur les patients*.  |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]  *(Si Oui, veuillez préciser ci-dessous[[9]](#footnote-9)).* |
| xxx |
| **Quelles sont les catégories de personnes qui feront l’objet du traitement ?** |
| Personnels |[ ]  *Si « Autre », veuillez préciser* ici :xxx |
| Patients |[ ]   |
| Participants sains |[ ]   |
| Mineurs (de plus de 15 ans) |[ ]   |
| Mineurs (de moins de 15 ans) |[ ]   |
| Autre |[ ]   |
| **Le traitement concerne les données d’un groupe de personnes compris entre :** |
| 1 – 50 |[ ]  500 – 1000 |[ ]
| 50 – 100 |[ ]  1000 – 5000 |[ ]
| 100 – 300 |[ ]  5000 – 10 000 |[ ]
| 300 – 500 |[ ]  + de 10 000 |[ ]
| **Où et comment les données seront-elles récoltées ?** |
| xxx |
| **Est-ce que les données seront partagées avec un acteur extérieur à l’université ?** |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]  *(Si Oui, veuillez préciser ci-dessous)* |
| xxx |
| **L’organisation tierce a-t-elle déjà reçue des décisions à son encontre de la part d'une autorité de contrôle[[10]](#footnote-10) concernant des violations de données ?** |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]  **Je ne sais pas** |[ ]  ***(****Si Oui, veuillez préciser ci-dessous[[11]](#footnote-11))* |
| xxx |

## Actifs supportant le traitement de données à caractère personnel

|  |  |
| --- | --- |
| **Supports** | **Descriptif (quantité, référence technique, poste occupé…)** |
| **Système d’information** | *Matériel informatique et supports de données* | xxx |
| *Logiciels* | xxx |
| *Réseau* | xxx |
| **Organisation** | *Personnes* | xxx |
| *Documents papiers* | xxx |
| *Canaux de transmission* | xxx |

## Nécessité et proportionnalité du traitement des données

### Base légale

RESERVE AU CHARGE DE CONTRAT DONNEES PERSONNELLES ET AU DPO

|  |
| --- |
| **Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)***Sélectionnez une base juridique parmi celles de l'article 6 du RGPD. Pour les données relatives aux patients, sélectionnez également une base légale parmi celles de l'article 9 du RGPD.* |
| **Article 6 du RGPD** | **Article 9 du RGPD** |
| 1 (a) Consentement |[ ]  2(a) Consentement explicite |[ ]
| 1(b) Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci |[ ]  2(b) Nécessaire dans le cadre de l'emploi |[ ]
| 1(c) Respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis |[ ]  2(c) Sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée |[ ]
| 1(d) Sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique |[ ]  2(d) Intérêt légitime par une fondation, une association ou tout autre organisme à but non lucratif et poursuivant une finalité politique, philosophique, religieuse ou syndicale, à condition que ledit traitement se rapporte exclusivement aux membres ou aux anciens membres dudit organisme ou aux personnes entretenant avec celui-ci des contacts réguliers |[ ]
| 1(e) Exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement |[ ]  2(e) Données manifestement rendues publiques par la personne concernée |[ ]
| 1(f) Intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement |[ ]  2(f) Nécessaire pour l'établissement, l'exercice ou la défense de revendications légales |[ ]
|  | 2(g) Motifs d'intérêt public important |[ ]
|  | 2(h) Nécessaire pour la fourniture de soins de santé et/ou de services sociaux, y compris la médecine préventive ou la médecine du travail |[ ]
|  | 2(i) Nécessaire pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique |[ ]
|  | 2(j) Nécessaire à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques |[ ]

### Respect des principes relatifs au traitement des données à caractère personnel (Article 5 du RGPD)

|  |
| --- |
| **Est-ce que le projet sera conforme ?**Toute utilisation ou transfert de données à caractère personnel à l'intérieur ou à l'extérieur d'une organisation doit être clairement définie, examinée et documentée, et les utilisations continues doivent être régulièrement réexaminées par un tuteur approprié. |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  |

|  |
| --- |
| **Licéité, loyauté et transparence** : Le traitement est réalisé de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]
| *Si NON, veuillez préciser pourquoi* : |
| Xxx |
| **Suggestion de mesures correctives :** *(champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles)* |
|  |
|  |
| **Minimisation des données** (Article 5, 1, d du RGPD) : Les données collectées sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  |
| *Si NON, veuillez préciser pourquoi* : |
| Xxx |
| **Suggestion de mesures correctives :** *(champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles)* |
|  |

|  |
| --- |
| **Exactitude des données** (Article 5, 1, d RGPD) : Les données collectées sont exactes et/ou tenues à jour. Toutes les mesures raisonnables sont prises afin d’effacer ou de rectifier les données inexactes |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  |
| *Si NON, Veuillez préciser pourquoi* : |
| Xxx |
| **Suggestion de mesures correctives :** *(champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles)* |
|  |

|  |
| --- |
| **Limitation de la conservation** (Article 5, 1, e du RGPD) : Les données sont conservées sous une forme permettant l’identification des personnes concernées pendant une durée n’excédant pas celle nécessaire au regard des finalités |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  |
| *Si NON, Veuillez préciser pourquoi* : |
| Xxx |
| **Suggestion de mesures correctives :** *(champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles)* |
|  |

|  |
| --- |
| **Intégrité et confidentialité** : Les données sont traitées de façon à garantir une sécurité appropriée, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d’origine accidentelle, à l’aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  |
| *Si NON, Veuillez préciser pourquoi* : |
| Xxx |
| **Suggestion de mesures correctives :** *(champ réservé au DPO et au chargé de contrats données personnelles)* |
|  |

### Exactitude[[12]](#footnote-12) et conservation des données

|  |  |
| --- | --- |
| **Qui sera responsable de l'exactitude des données ?** *Rôle et organisation du poste* | **Comment l'exactitude des données sera-t-elle assurée ?** *Processus, mise en place, méthode…* |
| xxx | xxx |
| **Qui conservera et détiendra ces données ?** *Fonction, organisation.* | **Pendant combien de temps les données seront-elles conservées ?** |
| xxx | xxx |
| **Qui sera responsable de la suppression sécurisée des données ?***Rôle, organisation* | **Comment les données seront-elles détruites en toute sécurité ?** *Méthode(s)* |
| xxx | xxx |

### Transparence

L’université de Bordeaux a le devoir d'informer les personnes concernées de la manière dont leurs données sont traitées. Lors de l'évaluation de nouvelles utilisations des données, il est souvent utile de consulter des groupes de personnes dont les données peuvent être concernées, afin d'identifier les préoccupations ou les risques liés à l'utilisation proposée des données.

|  |
| --- |
| **Qui allez/avez-vous consulté ?** |
| Patients |[ ]  Equipes internes |[ ]
| Public |[ ]  Aucune personne |[ ]
| **Comment les personnes vont/ont-elles été consultées ?** *(notice d’information, réunions, enquêtes, groupes de discussion, panels de patients, professionnels, etc.)* |
| xxx |
| **Si la consultation n'a pas eu lieu et n'est pas prévue, veuillez expliquer pourquoi** |
| xxx |
| **Quelles préoccupations ont été soulevées et comment y répond-on ?** *(par exemple, l'atteinte à la vie privée, les risques, etc.)* |
| xxx |

### Droits des personnes concernées

Le RGPD reconnait six droits aux personnes concernées faisant l’objet d’un traitement :

* **Droit d’accès** : les personnes concernées peuvent avoir accès à leurs données et connaitre les modalités du traitement.
* **Droit de rectification** : rectification des données inexactes ou incomplètes.
* **Droit à l’effacement** : effacement de toutes les données le concernant
* **Droit à la limitation du traitement** : restriction du traitement dans certaines circonstances prévues par la législation.
* **Droit à la portabilité** : recevoir ses données dans un format structuré avec possibilité de transfert à un autre responsable de traitement.
* **Droit d’opposition** : Arrêt du traitement à la demande de la personne sauf si le responsable de traitement invoque des motifs légitimes et impérieux (ex : poursuite d’une mission d’intérêt public.

*Dirigez-vous vers l’index pour plus de précisions sur ces droits.*

|  |
| --- |
| **Comment les personnes concernées seront-elles informées du traitement, et quelles informations ont été ou leur seront fournies ?** |
| xxx |
| **Les personnes concernées auront-elles la possibilité de refuser l'utilisation des données à tout moment ?** |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]

|  |
| --- |
| **Comment les personnes concernées pourront-elles faire valoir leurs droits ?** |
| **Saisine du responsable du projet** |[ ]  **Saisine du DPO** |[ ]
| **Processus automatique avec vérification d’identité**(ex : utilisation d’une fonction « effacement des données » sur un espace en ligne par les personnes concernées) |[ ]   |  |
|  |  |  |  |
| **Est-ce que les droits à l’effacement (article 17 du RGPD) et de portabilité (article 20 du RGPD) des personnes concernées sont exclus si le traitement poursuit une mission d’intérêt public ?[[13]](#footnote-13)** |
| **OUI** |[ ]  **NON** |[ ]  *Si OUI, veuillez expliquer pourquoi ci-dessous :* |
| xxx |

## Stockage des données et système de sécurité

|  |
| --- |
| **Où les données seront-elles stockées ?** |
| **A l’université de Bordeaux** |[ ]  **Au sein de l’Espace économique européen[[14]](#footnote-14) (EEE)** |[ ]
| **En France** |[ ]  **Au sein de l’EEE, dans un cloud/solution SaaS***Si Oui, veuillez préciser dans quelle structure/hébergeur* : … |[ ]
| **En France, basé dans un cloud/hébergement SaaS***Si Oui, veuillez préciser dans quelle structure/hébergeur* : xxx |[ ]  **En dehors de l’EEE***Si vous cochez cette case, veuillez préciser le pays* : xxx |[ ]
|  |  | **En dehors de l’EEE, basé dans un cloud/hébergement SaaS***Si vous cochez cette case, veuillez préciser le pays* *et la structure/hébergeur* : xxx |[ ]
| **Comment les données seront-elles stockées ?** (*Décrivez les dispositions en matière de sécurité physique et numérique*) |
| xxx |
| **Qui est responsable du stockage des données ?** *(Indiquez le nom et le titre du poste ainsi que les détails de la formation pertinente)* |
| xxx |
| **Qui aura accès aux données ?** *(Par exemple, pour l’équipe de recherche, indiquez le nom et le titre du poste ainsi que les détails de la formation pertinente)* |
| xxx |
| **Est-ce que des données seront accessibles en dehors du réseau de l’Université de Bordeaux ?**  |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  | (*Si OUI, veuillez donner tous les détails ci-dessous, y compris les mesures de sécurité*) |
| Xxx |
| **Disposez-vous d'un plan de reprise après sinistre/de continuité des activités ?** |
| **OUI** | [ ]  | **NON** | [ ]  | **Je ne sais pas** |[ ]  (*Si oui et si vous en avez la possibilité, veuillez fournir toute documentation que vous estimerez nécessaire. Si non, veuillez expliquer ci-dessous pourquoi et/ou discuter avec le Référent RGPD - Recherche ou le DPO pour déterminer si un tel document est nécessaire*) |
| Xxx |

## Transfert[[15]](#footnote-15) de données entre l’université de Bordeaux et une organisation tierce

|  |
| --- |
| **Est-ce que des données seront transférées en dehors de l’université de Bordeaux ?** |
| **Non***(Vous pouvez ignorer les questions suivantes si vous cochez cette case)* |[ ]   | **Oui – en dehors de la France, au sein de l’Espace Economique Européen (EEE)** |[ ]
| **Oui – en France** |[ ]   | **Oui – en dehors de l’EEE** |[ ]
| **À qui et où les données seront-elles transférées ?** *Veuillez donner des précisions. Si les données sont envoyées en dehors de l'EEE, veuillez également indiquer le pays)*. |
| Xxx |
| **Quelle est la méthode proposée pour le transfert sécurisé des données** ? *(donnez tous les détails, y compris la méthode de chiffrement utilisée, et indiquez si les données seront anonymisées[[16]](#footnote-16) ou pseudonymisées[[17]](#footnote-17))*. |
| Xxx |
| **Quelle est la base juridique spécifique pour le transfert des données à un tiers/à l'extérieur de l’EEE ?** *Il peut s'agir de la même base juridique que celle de la section 5 ci-dessus, mais elle peut être différente.* |
| **Décision d’adéquation**[[18]](#footnote-18)(*Argentine, Corée du Sud, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse, Uruguay*) |[ ]  **Clauses Contractuelles Types (CCT)** |[ ]
| **Règles d’entreprises contraignantes (*Binding Corporate Rules – BCR*)** |[ ]  **Dérogations pour des situations particulières (Article 49 du RGPD)** |[ ]

|  |
| --- |
| **Est-ce que vous allez recevoir des données provenant d’une organisation tierce ?** |
| **Non***(Vous pouvez ignorer les questions suivantes si vous cochez cette case)* |[ ]   | **Oui – de l’extérieur de la France, au sein de l’Espace Economique Européen (EEE)** |[ ]
| **Oui – de France** |[ ]   | **Oui – de l’extérieur de l’EEE** |[ ]
| **De quelle organisation les données proviennent-elles ?** *Veuillez donner des précisions. Si les données proviennent de l’extérieur de l'EEE, veuillez également indiquer le pays)*. |
| Xxx |
| **Quelle est la méthode proposée pour le transfert sécurisé des données** ? *(donnez tous les détails, y compris la méthode de chiffrement utilisée, et indiquez si les données seront anonymisées ou pseudonymisées)*. |
| Xxx |

## Analyse des risques

Cette partie consiste à analyser le niveau de risque réel, noté sur 25, pesant sur les données à caractère personnel ayant été collectées dans le cadre du projet.

Il vous est demandé de remplir le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Risque | Description | Scorederisque | Notederisque |
|  |  | *Gravité* | *Vraisemblance* |  |
| Accès illégitime aux données personnelles | xxx | xxx | xxx |  |
| Modification non désirée | xxx | xxx | xxx |  |
| Disparition des données (ex : suppression involontaire) | xxx | xxx | xxx |  |

### Notice explicative de la cotation

|  |  |
| --- | --- |
| Niveaux | Description générique de la gravité des risques |
| Négligeable | Les personnes concernées ne seront pas affectées ou pourront rencontrer quelques inconvénients, qu'elles surmonteront sans problème. |
| Limité | Les personnes concernées peuvent rencontrer des inconvénients importants, qu'elles pourront surmonter malgré quelques difficultés. |
| Important | Les personnes concernées peuvent être confrontées à des conséquences importantes, qu'elles devraient être en mesure de surmonter, bien qu'avec des difficultés réelles et sérieuses. |
| Critique | Les personnes concernées peuvent être confrontées à des conséquences importantes, voire irréversibles, qu'elles ne peuvent surmonter. |

|  |  |
| --- | --- |
| Niveaux | Description générique de la vraisemblance des risques |
| Négligeable | Il ne semble pas possible que les sources de risque sélectionnées matérialisent la menace. |
| Limité | Il semble difficile pour les sources de risque sélectionnées de matérialiser la menace. |
| Important | Il semble possible que les sources de risque sélectionnées matérialisent la menace. |
| Critique | Il semble extrêmement facile pour les sources de risque sélectionnées de matérialiser la menace. |

### Matrice des risques

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Gravité**(à quel point ça peut être mauvais) |  | **Vraisemblance**(La chance que cela se produise) |  | **Note de risque** |
|  |  | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** |
| 5 | Catastrophique | 5 | Absolument certain | **CONSEQUENCE** | **5** | **5** | **10** | **15** | **20** | **25** |
| 4 | Importante | 4 | Probablement | **4** | **4** | **8** | **12** | **16** | **20** |
| 3 | Modérée | 3 | Possible | **3** | **3** | **6** | **9** | **12** | **15** |
| 2 | Mineure | 2 | Peu probable | **2** | **2** | **4** | **6** | **8** | **10** |
| 1 | Négligeable | 1 | Rare | **1** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** |

**Vraisemblance (V) x Gravité (G) = NOTE DE RISQUE TOTALE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Note de risque totale** | **Risque** |
| 1-3 | Négligeable |
| 4-6 | Limité |
| 8-12 | Important |
| 12-25 | Critique |

# INDEX

**Anonymisation :** Traitement qui consiste à utiliser un ensemble de techniques de manière à rendre impossible, en pratique, toute identification de la personne par quelque moyen que ce soit et de manière irréversible.

**Conservation des données** : Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées indéfiniment. Leur durée de conservation ne peut excéder la durée prévue par la loi (selon la typologie de donnée). SI aucune durée légale n’est prévue, cette durée doit être proportionnée pour répondre aux finalités du traitement.

**Données à caractère personnel** : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, c’est-à-dire une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

**Données biométriques** : les données à caractère personnel résultant d'un traitement technique spécifique, relatives aux caractéristiques physiques, physiologiques ou comportementales d'une personne physique, qui permettent ou confirment son identification unique, telles que des images faciales ou des données dactyloscopiques.

**Données de santé** : les données à caractère personnel relatives à la santé physique ou mentale d'une personne physique, y compris la prestation de services de soins de santé, qui révèlent des informations sur l'état de santé de cette personne.

**Données génétiques** : les données à caractère personnel relatives aux caractéristiques génétiques héréditaires ou acquises d'une personne physique qui donnent des informations uniques sur la physiologie ou l'état de santé de cette personne physique et qui résultent, notamment, d'une analyse d'un échantillon biologique de la personne physique en question.

**Droit d’accès** : La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel ainsi que les informations y étant afférentes (finalités du traitement ; catégories des données traitées ; destinataires auxquels les données sont communiquées ; durée de conservation ; l’existence des droits reconnus par le RGPD aux personnes concernées selon la finalité poursuivie, le droit d’introduire une réclamation auprès d’une autorité de contrôle ; l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage).

**Droit de rectification** : La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

**Droit à l’effacement** : La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant et le responsable du traitement a l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais, lorsque l'un des motifs énoncés à l’article 17 du RGPD s’applique.

**Droit à la limitation** : La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments énoncés à l’article 18 du RGPD s’applique.

**Droit à la portabilité** : Les personnes concernées, dans certaines conditions, ont le droit de recevoir les données à caractère personnel les concernant qu'elles ont fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et ont le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que le responsable du traitement auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle.

**Droit d’opposition** : Selon la base légale du traitement, la personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel la concernant. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

**Espace économique européen** : L'Espace économique européen (EEE) est une union économique rassemblant 30 États européens : les 27 États membres de l'Union européenne (UE) et trois des quatre États membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Ces 3 pays sont la Norvège, l’Islande et le Liechtenstein.

**Exactitude** : La loi impose au responsable de traitement (donc à l’université de Bordeaux), que les données traitées soient exactes, complètes et mises à jour ; le responsable doit s’en assurer pendant toute la durée du traitement.

**Fichier** : Tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

**Finalités/Sous-finalités** : La finalité indique à quoi le fichier de données va servir. Cette finalité doit être déterminée, légitime et explicite. Cette finalité doit être respectée, le fichier ne peut être utilisée pour un autre objectif que celui qui a été défini. Cette finalité permet de s’assurer que seules les données pertinentes, adéquates et strictement nécessaires soient traitées. La finalité permet aussi de fixer la durée de conservation des données du fichier.

**Personne concernée** : Il s’agit de la personne physique (ex : le participant à l’étude, le chercheur qui voit ses données collectées) faisant l’objet du traitement.

**Pseudonymisation** : traitement de données personnelles réalisé de manière à ce qu'on ne puisse plus attribuer les données relatives à une personne physique sans information supplémentaire. Il s’agit en pratique de remplacer les données directement identifiantes (nom, prénom, etc.) d’un jeu de données par des données indirectement identifiantes (alias, numéro séquentiel, etc.). La pseudonymisation permet ainsi de traiter les données d’individus sans pouvoir identifier ceux-ci de façon directe. En pratique, il est toutefois bien souvent possible de retrouver l’identité de ceux-ci grâce à des données tierces : les données concernées conservent donc un caractère personnel. L’opération de pseudonymisation est également réversible, contrairement à l’anonymisation.

**Responsable de traitement** : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

**RIPH 1** : Recherche interventionnelle impliquant la personne humaine qui comporte une intervention sur la personne non justifiée par sa prise en charge habituelle. Auparavant appelées « recherches biomédicales », ces recherches traduisent l’affectation du participant à une stratégie thérapeutique, en particulier fixée à l’avance et ne relevant pas de la pratique clinique. Il

Ces recherches correspondent généralement au développement d’un nouveau médicament ou d’un dispositif médical.

**RIPH 2** : Recherche interventionnelle impliquant la personne humaine qui ne comportent que des risques et des contraintes minimes. Il s’agit des recherches sur des personnes saines ou malades menées par des professionnels de la santé ne relevant pas des professions médicales si les actes pratiqués au cours de la recherche ne nécessitent pas la présence d’un médecin. Il s’agit aussi des recherches portant sur un programme, une action ou une politique publique ayant pour objet des modifications de pratiques ou de comportements de personnes saines ou malades et susceptibles d’avoir une influence sur leur santé. Les typologies de recherches bénéficiant de cette qualification sont définies par arrêté.

**RIPH 3** : Recherche impliquant la personne humaine non interventionnelle qui ne comporte aucun risque ni contrainte dans lesquelles tous les actes sont pratiqués et les produits utilisés de manière habituelle et qui se conforment à leur AMM ou le marquage CE. Il s’agit des recherches dénuées de risques.

**RNIPH** : Recherche n’impliquant pas la personne humaine, donc hors loi JARDÉ, cela comprend notamment les études portant sur la réutilisation de données, ou bien les études traitant de la donnée de santé mais qui ne cherchent pas à faire avancer l‘état des connaissances biomédicales. Il s’agit aussi des recherches où aucune donnée de santé n’est traitée.

**SNDS** : « Système National des Données de Santé », il s’agit d’un entrepôt de données médico-administratives pseudonymisées couvrant l'ensemble de la population française et contenant l'ensemble des soins présentés au remboursement.

**Sous-traitant** : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement (le plus souvent, ce sous-traitant agira pour l’université de Bordeaux).

**Traitement** : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

# PLAN D’ACTION

RESERVE AU CHARGE DE CONTRAT DONNEES PERSONNELLES ET AU DPO

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Mesures | Référence | Responsable | Échéance | Difficulté | Coût | Progression |
| 1 |  |  |  |  |  |  |  |
| 2a |  |  |  |  |  |  |  |
| 2b |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

# COMMENTAIRES

# ANNEXES



**Délégué à la Protection des Données**

**dpo@u-bordeaux.fr**

**CONTACT**

1. Responsable de traitement : La personne physique ou morale qui détermine les finalités et moyens du traitement de données réalisé. S’agissant des projets de recherche entrepris par les laboratoires de l’université, il s’agira de l’université de Bordeaux.

Le RGPD reconnait aussi la notion de « responsables conjoints », c’est-à-dire que les finalités et moyens ont été déterminé conjointement avec une autre organisation (ex : un projet de recherche réalisé conjointement avec le CHU de Bordeaux). [↑](#footnote-ref-1)
2. Recherche interventionnelle impliquant la personne humaine qui comporte une intervention sur la personne non justifiée par sa prise en charge habituelle. [↑](#footnote-ref-2)
3. Recherche interventionnelle impliquant la personne humaine qui ne comportent que des risques et des contraintes minimes. [↑](#footnote-ref-3)
4. Recherche impliquant la personne humaine non interventionnelle qui ne comporte aucun risque ni contrainte dans lesquelles tous les actes sont pratiqués et les produits utilisés de manière habituelle. [↑](#footnote-ref-4)
5. Recherche n’impliquant pas la personne humaine, donc hors loi JARDÉ, cela comprend notamment les études portant sur la réutilisation de données, ou bien les études traitant de la donnée de santé mais qui ne cherchent pas à faire avancer l‘état des connaissances biomédicales. Il s’agit aussi des recherches où aucune donnée de santé n’est traitée. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les Méthodologies de Référence (MR) sont des procédures simplifiées d'accès aux données de santé, elles encadrent les traitements comprenant des données de santé et présentant un caractère d’intérêt public. Elles sont le principal mode d'accès, là où le circuit d'autorisation est l'exception. L’utilisation des MR exempte l’université de toute démarche à réaliser auprès de la CNIL. [↑](#footnote-ref-6)
7. Système National des Données de Santé. [↑](#footnote-ref-7)
8. Un fichier est un ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique. [↑](#footnote-ref-8)
9. Si vous souhaitez réaliser un transfert ou de traitement de données avec ou à destination d’une organisation tierce à l’Université de Bordeaux, un accord devra être réalisé et approuvé par le Référent RGPD – Recherche et le DPO avant cette opération. Contactez le DPO pour plus de détails. [↑](#footnote-ref-9)
10. [↑](#footnote-ref-10)
11. 2 Par « autorité de contrôle », on entend les autorités administratives de chaque pays membre de l’Union européenne en charge de la protection des données dans leur pays. L’autorité française est la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés – CNIL. [↑](#footnote-ref-11)
12. La loi impose au responsable de traitement (donc à l’université de Bordeaux), que les données traitées soient exactes, complètes et mises à jour ; le responsable doit s’en assurer pendant toute la durée du traitement. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les droits à l’effacement et de portabilité des données permettent à la personne concernée d’obtenir l’effacement de ses données, ainsi que de les faire transférer à un autre responsable de traitement. Si le traitement poursuit une finalité d’intérêt public, le responsable de traitement – l’Université de Bordeaux - a la possibilité de s’opposer à l’exercice de ces deux droits, pour par exemple ne pas porter atteinte à la pertinence de l’étude. Le choix de laisser l’exercice ou non de ces droits est laissé aux responsables des projets. [↑](#footnote-ref-13)
14. L’Espace économique européen (EEE) comprend les pays de l’Union européenne, ainsi que l’Islande, la Norvège et le Liechtenstein. [↑](#footnote-ref-14)
15. On parle de transfert de données lorsque les données sont envoyées quelques ou bien si elles sont consultées à distance (ex : la consultation des données présentes sur une plateforme française par un américain est considérée comme un transfert à destination des USA). C’est la même logique pour un stockage dans le cloud chez un hébergeur étranger comme Microsoft, Google ou Amazon Web Services. [↑](#footnote-ref-15)
16. On parle d’anonymisation quand il est impossible de réidentifier les personnes dont sont issues les données, y compris en croisant les données anonymisées avec d’autres. [↑](#footnote-ref-16)
17. Au contraire, on parle de pseudonymisation quand à première vue, il est impossible de remonter jusqu’à la personne physique mais en croisant les données avec une autre base ou une table de correspondance, l’identification des personnes physiques est possible. [↑](#footnote-ref-17)
18. Certains pays ne faisant pas partie de l’EEE sont reconnus comme adéquat avec le RGPD par la Commission européenne, les transferts de données vers ces pays ne nécessitent pas d’encadrement particulier. [↑](#footnote-ref-18)